



Déclaration de la FSU Meuse pour le CDEN Meuse du 9 octobre 2023

M. le Préfet,
M. le Président du Conseil Départemental,
M. l'Inspecteur d'Académie,
Mme la 1ère Vice-présidente du Conseil Départemental en charge de l'Éducation, de
la Culture et de la Jeunesse,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La rentrée 2023 s'annonçait si bien que le nouveau ministre de l'Éducation Nationale a détourné les yeux des urgences et attiré l'attention des journalistes sur certaines difficultés qui paraissent monumentales alors qu'elles ne sont que ponctuelles.

Ainsi la question de l'uniforme s'est invitée dans les médias. Rappelons que des expérimentations ont déjà eu lieu par le passé : elles ont été un échec total, tant sur le plan du harcèlement, de la réussite scolaire que de la mixité. Cette mesure coûteuse pour les familles et les finances publiques, n'est qu'une fausse solution aux vraies difficultés rencontrées dans nos établissements scolaires. Sa promotion par certaines collectivités relève d'une idéologie politique réactionnaire. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'Est Républicain, dans son édition du dimanche 1^{er} octobre, note que « *seuls deux établissements scolaires (**deux collèges privés**) ont fait le choix d'une tenue obligatoire (polos et pulls) pour les élèves* ». Les syndicats de la FSU s'opposeront à toutes les tentatives d'expérimentation qui ont montré par le passé leur inefficacité.

Sur la même thématique, autre sujet cher au président de la République, le Service National Universel (SNU). La très grande majorité des organisations syndicales condamnent clairement le principe d'un séjour de cohésion sur le temps scolaire, avec des revendications allant du moratoire à la suppression pure et simple du SNU. Comme le gouvernement s'est avéré incapable de le rendre obligatoire, il essaye maintenant de l'imposer via le dispositif classe ou lycée engagé·e et d'autres mesures relevant de la reconquête du mois de juin. L'objectif du gouvernement est-il de mettre la jeunesse au pas ?

La détérioration du pouvoir d'achat touche la plupart des Français, mais plus fortement les salariés ayant un emploi précaire ou les étudiants. Face au coût de la vie, le salaire promis à ces derniers ne parvient plus à les convaincre d'embrasser le métier d'enseignant. La solution miracle décidée par le gouvernement Macron, le

fameux « Pacte Enseignant », n'a pas semble-t-il suscité davantage de vocations. L'idée de travailler beaucoup plus pour gagner un peu plus ne paraît pas avoir convaincu. En tout cas, ce qu'attendent les personnels est une vraie revalorisation pour toutes et tous, sans contrepartie et à la hauteur de l'inflation galopante qui ne semble pas vouloir ralentir.

S'agissant maintenant de la rentrée sur un plan technique, les ministres changent, mais leurs discours n'évoluent guère. Si nous avons fait le constat qu'en septembre 2023, la situation est meilleure qu'en 2022, cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y ait pas de problème. En Meuse il manque toujours des enseignants, surtout dans le second degré. Par ailleurs la carence de titulaires mobiles dans le premier degré ou de titulaires sur zone de remplacement dans le second, conjugué à la déjà forte mobilisation du vivier de contractuels, font craindre de fortes difficultés sur les remplacements de moyenne et longue durées.

Par ailleurs, d'autres personnels manquent toujours : AESH, Psychologues de l'Éducation Nationale, personnels administratifs et techniques, personnels infirmiers ... Eux aussi sont indispensables au bon fonctionnement des établissements scolaires. Est-il acceptable qu'un lycée de près de 1400 élèves répartis sur deux sites tel que Margueritte à Verdun ne bénéficie que d'une seule infirmière ?

Enfin en ce début d'année scolaire, comment ne pas revenir sur le précédent exercice ? En Meuse de nombreuses classes ont fermées. L'offre de formation dans le département s'est rétrécie avec par exemple la fermeture du BTS « Comptabilité et Gestion » en formation initiale à Verdun. Le conseil départemental de la Meuse a fortement augmenté les tarifs de la restauration scolaire pour les personnels d'État. L'Est Républicain écrivait le 20 novembre 2022 que « *le président du département de la Meuse ne semble pas avoir eu entièrement le choix. Il cherche à faire des économies partout où cela est possible* ». Dans le même temps, la région Grand-Est a annoncé la fermeture de lycées arguant une baisse démographique, le coût des travaux de rénovation de certains bâtiments et la volonté d'économiser de l'énergie. Ces mêmes raisons pourraient « justifier » demain de fermer dans notre beau département des écoles, des collèges ou même des lycées. Des territoires comme l'Argonne ou le pays de Stenay ont des spécificités dont on doit tenir compte pour maintenir un réseau d'établissement de proximité qui participe au bon fonctionnement du service public d'éducation auquel nous tenons. Tout cela a un coût, mais l'avenir de nos enfants ne le vaut-il pas ?

Quoi qu'il en soit, la FSU est en total désaccord avec la politique actuelle du gouvernement et de la plupart des collectivités territoriales qui vise à faire obéir plutôt que réfléchir ainsi qu'à économiser sur le dos des services publics au profit du privé. Les personnels attendent toujours et encore une autre politique, ambitieuse et au service de la réussite de tous les élèves.

Merci pour votre attention.